



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 38 (2022)

Faits saillants

- ❖ Indonésie, Vietnam, Philippines : relèvement des taux directeurs
- ❖ Singapour : 7,5% d'inflation en août en g.a.
- ❖ Thaïlande : baisse des recettes touristiques attendues en 2022 (de 40 à 29 Mds USD)

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

+5,1%

Croissance de l'Asie du Sud-Est en 2022 d'après le dernier Asian Development Outlook (ADO) de la Banque asiatique de développement, révisée à la hausse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'avril dernier

Région

Révision à la hausse des prévisions de croissance de la région en 2022

La Banque asiatique de développement (BAsD) a révisé légèrement à la hausse ses prévisions de croissance pour l'Asie du Sud-Est en 2022, passant de 4,9% à 5,1%. La BAsD relève une accélération des dépenses de consommation en Indonésie, aux Philippines et en Birmanie depuis la réouverture de leurs frontières, ce qui a contribué à revoir leurs prévisions de croissance à la hausse en 2021. Celles du Laos, de Singapour, la Thaïlande et le Timor-Leste ont été en revanche révisées à la baisse en raison d'une demande extérieure plus faible de leurs partenaires commerciaux. Pour 2023, les prévisions de croissance poude la zone dans son ensemble ont été légèrement revues à la baisse, passant de 5,2% à 5,0%, en raison du ralentissement attendu de la croissance mondiale, des perturbations des chaînes

Taux de croissance (% par an)

	2021	2022		2023	
		Prévisions avr. 2022	Prévisions avr. 2022	Prévisions avr. 2022	Prévisions avr. 2021
Asie du Sud-Est	3,3%	4,9%	5,1%	5,2%	5,0%
Vietnam	2,6%	6,5%	6,5%	6,7%	6,7%
Indonésie	3,7%	5,0%	5,4%	5,2%	5,2%
Malaisie	3,1%	6,0%	6,0%	5,4%	4,7%
Thaïlande	1,5%	3,0%	2,9%	4,5%	4,2%
Philippines	5,7%	6,0%	6,5%	6,3%	6,3%
Singapour	7,6%	4,3%	3,7%	3,2%	3,0%
Cambodge	3,0%	5,3%	5,3%	6,5%	6,2%
Laos	2,3%	3,4%	2,5%	3,7%	3,5%
Birmanie	-5,9%	-0,3%	2,0%	2,6%	2,6%
Brunei Darussalam	-1,6%	4,2%	2,2%	3,6%	3,6%
Timor-Leste	1,5%	2,5%	2,3%	3,1%	3,0%

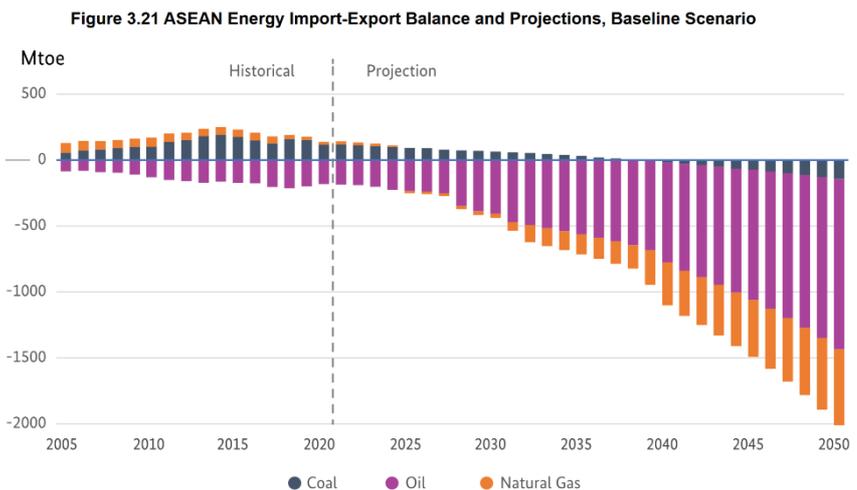
Source : ADB (ADO2022, septembre 2022)

d'approvisionnement, de la poursuite des blocages dus au coronavirus en Chine et d'une hausse durable de l'inflation.

Publication de la 7^{ème} édition de l'ASEAN Energy Outlook

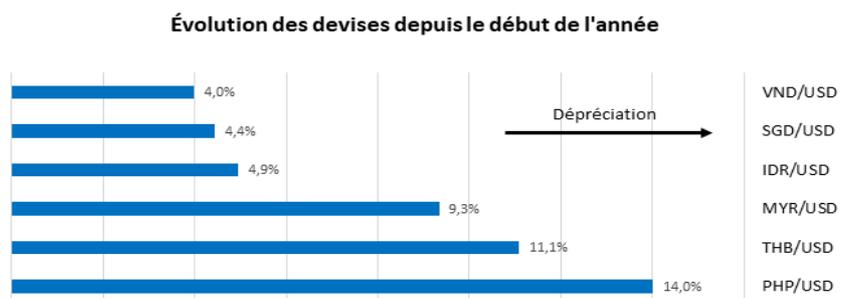
L'ASEAN Centre for Energy (ACE) a publié son 7^{ème} rapport sur les perspectives énergétiques de la région, en lien avec les experts nationaux des Etats membres de l'ASEAN. Le rapport met en avant la poursuite de la croissance de la demande énergétique de l'ASEAN, qui devrait tripler d'ici 2050 par rapport à la demande observée en 2020. Les combustibles fossiles restent la composante la plus importante du système énergétique. Sans effort significatif, la région pourrait devenir importatrice nette de gaz d'ici 2025 et importatrice nette de charbon d'ici 2039.

Un fort déploiement des énergies renouvelables dans les scénarios des politiques régionales générerait des émissions de 4,3 tCO₂e/habitant, soit 25% de moins que le scénario de référence. Une telle transition amènerait 5,5 millions d'emplois d'ici 2050 mais mobiliserait 8,8 millions d'hectares de terres nécessaires aux biocarburants.



Résilience relative des devises en Asie du Sud-Est

Suite à la dernière hausse des taux de la Fed, de nombreuses monnaies subissent une nouvelle dépréciation de leur taux de change par rapport au dollar US. Le yuan s'est déprécié de 10,3%, l'euro de 13,7% et le yen de 20,5% face au dollar. Les devises d'Asie du Sud-Est apparaissent comparativement assez résilientes: le dong vietnamien, le dollar singapourien et la roupie indonésienne n'enregistrent pour l'heure qu'une dépréciation inférieure à 5% depuis le début de l'année. Parmi les 6 grandes économies de la région, seul le peso philippin a enregistré une dépréciation plus prononcée vis-à-vis du dollar US (-14% depuis le début de l'année), malgré plusieurs relèvements des taux par la banque centrale depuis cet été.



Indonésie

Hausse, plus forte que prévue, de 50 points de base du taux directeur

Alors que la Fed a relevé ses taux de 75 points de base (pdb), Bank Indonesia vient de relever son taux directeur de 50 pdb, après une hausse de 25 pdb le mois précédent. Le taux directeur atteint aujourd'hui 4,25%, contre 3,5% il y a encore deux mois. Selon le communiqué de la banque centrale, cette décision vise simultanément à limiter l'inflation croissante en Indonésie et stabiliser le taux de change. L'inflation, de 4,69% en g.a. en août, devrait continuer à augmenter après la récente décision

des autorités d'accroître les prix du carburant, en raison du poids budgétaire insoutenable des subventions. La Banque centrale estime que l'inflation sous-jacente reviendra dans la fourchette de 2% à 4% au second semestre 2023.

Malaisie

Lancement de la nouvelle politique énergétique

Le Premier ministre a présenté la nouvelle politique énergétique 2022-2044 du pays. Celle-ci vise à donner de la cohérence aux nombreux plans déjà en cours et comporte 9 objectifs portant sur les transports urbains, les véhicules électriques, l'efficacité énergétique et le mix énergétique. Afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des 12 stratégies et 31 plans d'actions qui en découlent, un Conseil National de l'Énergie, présidé par le Premier ministre, sera créé.

Ventes records de véhicules automobiles

Selon l'Association automobile malaisienne (MAA), le mois d'août a vu des ventes en augmentation de +36% par rapport au mois de juillet (soit 66 600 véhicules) et de +270% en glissement annuel. Cette situation exceptionnelle s'explique toutefois par un afflux de prises de commandes au premier semestre, avant le rétablissement au 1er juillet des taxes commerciales sur les ventes de véhicules qui avaient été suspendues en juin 2020 pour soutenir le secteur. La MAA estime que les livraisons seront encore soutenues en septembre puis que la dynamique s'estompera progressivement dans un contexte où le manque de composants électroniques continue d'impacter la production.

Singapour

7,5% d'inflation et 5,1% d'inflation sous-jacente à Singapour en août

Pour le 3^{ème} mois consécutif, l'inflation sous-jacente atteint un nouveau point culminant à Singapour à 5,1% en g.a. pour le mois d'août, alors que l'inflation atteint 7,5%, après 7,0% le mois précédent. L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) ont déclaré dans un communiqué commun que cet indicateur devrait rester élevé au cours des prochains mois, contrairement au rapport du mois dernier, qui prévoyait une amorce de baisse vers la fin de l'année. Selon la MAS et le MTI, cette hausse serait liée à l'augmentation des prix de l'alimentation et des services. Les produits alimentaires ont en effet augmenté de 6,4% en août contre 6,1% en juillet, les services de 3,8% en août (3,5% le mois précédent), les transports et le logement de respectivement de 24,1% (22,2% en juillet) et 4,7% (4,6% le mois précédent), en raison de l'augmentation plus importante des loyers.

Singapour devant Hong Kong dans le dernier classement des centres financiers

Le Global Financial Centres Index (GFCI 32) a publié le 22 septembre son classement mondial des centres financiers les plus attractifs. Singapour y prend la 3^{ème} place derrière New York et Londres, dépassant ainsi Hong Kong, qui perd une place (4^{ème}) du fait des restrictions sanitaires et de l'exode de ses talents.

La hausse des coûts des entreprises à Singapour dépasse celle de Hong Kong

Si Hong Kong est le marché de bureaux le plus cher du monde, la hausse de l'inflation à Singapour pourrait porter atteinte à l'attractivité de la cité-Etat comme alternative à Hong Kong. En dépit de cette situation, le taux de création d'entreprises est au plus haut depuis 17 mois en août alors qu'il est

stable à Hong Kong.

Vietnam

Hausse surprise des taux directeurs de la banque centrale de 100 points de base

Le 23 septembre, la Banque centrale du Vietnam (SBV) a relevé ses taux directeurs pour la première fois depuis septembre 2020. Le taux d'intérêt de refinancement a ainsi été porté à 5% et le taux d'escompte, à 3,5%. Via ce resserrement monétaire, la SBV vise à soutenir le dong qui a perdu 4% par rapport à la devise américaine cette année. Selon ACB Securities, une banque d'investissement, depuis le début de l'année, la banque centrale a vendu plus de 20 Mds USD pour stabiliser le taux de change, abaissant les réserves de 110 Mds USD à moins de 90 Mds USD.

Poids croissant du Vietnam sur les marchés des monnaies virtuelles

Avec 112,6 Mds USD de transactions enregistrées entre juillet 2021 et juin 2022, le Vietnam est le deuxième plus grand centre d'échange de monnaie virtuelle dans l'ASEAN, selon une étude de la société d'analyse des chaînes de blocs (blockchain) américaine Chainalysis. Le Vietnam est également, pour la deuxième année consécutive, le pays où la population investit la plus grande part de ses revenus dans les crypto-monnaies, avant les Philippines et l'Ukraine. En 2019, le pays se classait seulement 10ème. Pour le moment, le Vietnam n'a pas adopté de définition spécifique du concept de monnaie virtuelle, qui n'est donc pas reconnu par la banque centrale.

Le Vietnam se classe 63ème sur 113 économies dans l'indice mondial des systèmes d'entrepreneuriat numériques (GIDES)

Ce nouvel indicateur, proposé par la Banque de développement asiatique (BAsD), évalue la capacité de l'environnement national à soutenir l'entrepreneuriat numérique. Selon le rapport de la BAsD, la principale barrière à l'innovation et à l'entrepreneuriat numérique au Vietnam est le manque de capital humain, tandis que le développement de son réseau d'infrastructures en technologies de l'information et de la communication en est le principal moteur.

Thaïlande

Régression dans le classement « Digital Quality of Life Index »

La Thaïlande chute de 5 places au 49ème rang sur 117 pays dans le dernier classement « Digital Quality of Life Index » réalisé par la société néerlandaise de sécurité internet Surfshark. Son rang est particulièrement bas dans le domaine de l'accessibilité à internet (« internet affordability »), à la 70ème place. La Thaïlande enregistre en effet un retard grandissant en la matière, le temps de travail d'un thaïlandais pour pouvoir s'acquitter des services internet ayant augmenté de 83 minutes par rapport à l'édition précédente. Cette évolution s'expliquerait en partie par les difficultés socio-économiques des ménages thaïlandais provoquées par la crise sanitaire et la hausse récente de l'inflation, alors que le niveau de concentration du secteur des services internet en Thaïlande, déjà significatif, s'accélère depuis un an (notamment fusion en attente d'approbation entre True Corporation et DTAC, respectivement deuxième et troisième en termes de part de marché). S'agissant des autres catégories d'évaluation, la Thaïlande se hisse au 15ème rang pour la qualité du réseau internet (sa meilleure position) et se situe à un rang intermédiaire pour les champs restants (53ème pour les services d'administration en ligne, 47ème pour les infrastructures internet et 57ème pour la sécurité internet).

Baisse des prévisions de recettes touristiques pour 2022

Alors que les entrées touristiques se sont fortement accélérées depuis le début de l'année, les perspectives de recettes sont pourtant revues à la baisse. Selon la Tourism Authority of Thailand (TAT), le nombre de visiteurs devrait atteindre environ 6 M à la fin du mois de septembre, avec en prévision environ 1,5 M de touristes additionnels par mois lors du dernier trimestre qui correspond à la haute saison, soit un total de 10 M d'entrées prévues sur l'ensemble de 2022. Cette hausse s'accompagne d'une révision à la baisse des recettes touristiques attendues à 1 080 Mds THB (29 Mds USD) par le ministère du Tourisme contre encore 1 500 Mds THB (40 Mds USD) espérés en début d'année. En lien avec le contexte économique et géopolitique international, cette baisse s'explique par la faiblesse accrue du pouvoir d'achat des touristes internationaux dont les dépenses moyennes au premier semestre 2022 n'ont atteint qu'environ 60% de leur niveau pré-covid (2019).

Philippines

Moody's maintient une perspective stable sur la notation des Philippines

Le 15 septembre, Moody's a confirmé les notations sur la dette souveraine philippine (Baa2) et maintenu une perspective stable. Selon l'agence, la reprise économique nationale entamée en milieu d'année 2021 demeure vigoureuse et résiliente face aux défis exogènes en raison de sa faible dépendance à la demande et de la taille de son marché intérieur (la consommation privée représente 72% du PIB). L'archipel demeure vulnérable aux pressions inflationnistes, en lien avec l'importance de l'alimentation et de l'énergie dans le panier de consommation. Moody's prévoit une croissance économique philippine supérieure à celle des pairs (note Baa), soit 6,6% en 2022 et 6,2% en 2023. Par ailleurs, l'agence prévoit une réduction graduelle du déficit budgétaire à 4,0% en 2022, puis en dessous de 3% en 2023, en lien avec la politique de consolidation budgétaire et de stabilisation prévue par le projet gouvernemental de cadre budgétaire à moyen terme (MTFF).

La banque centrale (BSP) relève son taux d'intérêt directeur à 4,25%

Le 23 septembre, la BSP a relevé son taux d'intérêt directeur de 50 pdb, pour atteindre 4,25% et anticipe une inflation moyenne de 5,6% en 2022, avant 4,1% en 2023 et 3,0% en 2024. L'inflation pourrait se maintenir à la hausse jusqu'à la fin de l'année 2023, en lien avec les pressions persistantes sur les prix des matières premières à l'international, la forte augmentation du prix du sucre, l'impact des perturbations climatiques sur les récoltes et l'augmentation des tarifs des titres de transport.

Nouveaux seuils de notification pour les fusions et acquisitions

La Commission de la concurrence philippine (PCC) a fixé de nouveaux seuils de notification pour les fusions et acquisitions, à 6,1 Mds PHP (104 M USD) pour la valeur cumulée des actifs philippins de l'une des parties prenantes à la transaction, et à 2,5 Mds PHP (43 M USD) pour la valeur des actifs ou des revenus de l'entité acquise et de ses filiales. Dépasser ces plafonds entraîne une obligation de notification de la transaction auprès de la PCC, légalement tenue de contrôler l'opération. La fixation de ces nouveaux seuils, effective à partir du 16 septembre, correspond à un retour à la situation pré-pandémique (en prenant en compte l'inflation). En 2020, les seuils de notification étaient fixés à respectivement 6 Mds PHP et 2,4 Mds PHP. Ces seuils avaient temporairement été relevés à 50 Mds PHP par la loi Bayanihan 2 visant à lutter contre la pandémie et à assurer les conditions du redressement économique national.

Cambodge

Augmentation de salaire minimum du secteur textile à 200 USD

A compter de janvier 2023, le salaire minimum dans le secteur textile sera relevé à 200 USD mensuels (hors primes pouvant représenter plus de 10% du salaire de base). Avant les négociations tripartite (employeurs, Etat, syndicats) du conseil national pour le salaire minimum, il était de 194 USD. Cette augmentation n'est que de 3% alors que l'inflation pourrait atteindre jusqu'à 7% cette année. Le secteur textile, qui représentait 48% des exportations cambodgiennes en 2021, reste central dans l'industrie cambodgienne. Le salaire minimum qu'il met en œuvre est d'ailleurs repris dans d'autres secteurs d'activité. Les industriels pointent toutefois, et sans surprise, que cette hausse remettra en cause leur compétitivité.

Le Covid-19, accélérateur de l'émergence des services bancaires en ligne

La crise sanitaire a favorisé le développement des services bancaires en ligne, facilitant de nombreuses transactions, notamment pour le commerce électronique. Ainsi, en 2021 le Cambodge a-t-il enregistré plus de 700 millions de paiements en ligne pour une valeur de 113 Md USD, en hausse respectivement de 47% et de 19% par rapport à 2020. La pandémie a en effet encouragé la transformation numérique dans le pays, notamment la modernisation du système bancaire, le recours au mode de paiements numériques – désormais très avancés au Cambodge – et le commerce électronique. Toutefois, d'importantes fuites de données de grande ampleur ont récemment eu lieu au Cambodge, amenant des experts à appeler les professionnels à investir plus fortement dans la cybersécurité.

Croissance de 5% en 2022 et près de 5,5% en 2023, selon le FMI

Le FMI prévoit une croissance économique de 5% cette année et près de 5,5% l'année prochaine. Le Fonds s'appuie sur la bonne performance des exportations, la reprise du tourisme et le soutien politique continu du gouvernement. Toutefois, il souligne que des risques pèsent sur la croissance économique cambodgienne, comme une forte croissance du crédit dans le secteur privé (encours de 170% du PIB fin 2021), le ralentissement de l'économie mondiale – qui pèse sur les exportations textiles – et les pressions inflationnistes. On pourrait ajouter que le secteur de la construction, autre moteur de la croissance cambodgienne, subit de plein fouet les difficultés chinoises (fermeture des frontières comme difficultés sévères et faillites dans le secteur de la construction chinois).

Laos

Une reprise qui faiblit

La BAD a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour le Laos à 2,5% (2022) et 3,5% (2023), contre 3,4% et 3,7% respectivement. Sans surprise et comme dans les autres pays de l'ASEAN, l'économie laotienne fait face à des tensions inflationnistes – aggravées par la dépréciation du kip –, qui pèsent sur la consommation. Les difficultés logistiques, un tassement de la croissance des marchés d'exportation, le resserrement des politiques monétaires et des tensions sur le marché du travail sont autant de facteurs négatifs. Si les désajustements entre offre et demande sont traditionnels sur le marché du travail, notamment, avec des qualifications disponibles ne correspondant pas toujours aux besoins des entreprises, la situation est plus complexe au Laos. De fait, nombre de travailleurs qualifiés choisissent d'aller en Thaïlande où ils trouvent de meilleurs salaires. Le gouvernement encourage donc les entreprises à investir dans les zones économiques spéciales, pour espérer créer des emplois à même de garder la main-d'œuvre sur place.

Désenclavement ou lieu de passage ?

Le ministère des Travaux publics et des Transports vient de lancer une initiative visant à améliorer connectivité, résilience climatique et commerce régional dans le nord du Laos. Ce « Projet de corridor économique et de connectivité régionale en Asie du Sud-Est », financé par la Banque mondiale, vise notamment à améliorer et sécuriser contre les intempéries la RN2 qui relie, d'est en ouest, Thaïlande, Laos et Vietnam. Dans le même temps, la Thaïlande expédie davantage de marchandises, en particulier agricoles, vers la Chine via le chemin de fer Laos-Chine. Il faut dire que l'ouverture de cette ligne a réduit les temps de parcours de trois semaines à trois jours. Cela sécurise donc les approvisionnements chinois, ce qui constitue un aspect central des projets BRI. Dans le même temps, le Laos essaie de valoriser son port sec de Thanaleng (20 km à l'est de Vientiane) et d'en faire un point de passage pour les produits de la région à destination de l'Europe via la Chine.

Importation de médicaments facilitée

Depuis la fin de l'année dernière, les autorités laotiennes ont mis en place une Laos National Single Window (LNSW), plateforme numérique destinée à simplifier les procédures d'importation, d'exportation et de transit à tous les points d'entrée du pays. Cette plateforme relie toutes les administrations concernées et aide les autorités à maîtriser toutes les procédures, et assurer un meilleur suivi des opérations commerciales, tout en facilitant l'activité économique. Les entreprises peuvent ainsi s'acquitter simplement des droits à payer – ce qui améliorera sans aucun doute les recettes douanières et fiscales du pays – et obtenir les permis et autres documents nécessaires. La Laos National Single Window est désormais utilisable pour l'importation de médicaments, ce qui devrait théoriquement réduire fortement la durée des procédures administratives correspondantes.

Birmanie

Retour de la croissance économique en 2022 selon la Banque asiatique de développement (BAsD)

Dans son dernier rapport, la Banque asiatique de développement anticipe une reprise de la croissance économique de +2,0% en Birmanie pour l'année fiscale 2022, se terminant le 30 septembre 2022, contre une contraction de -0,3% prévue dans son rapport précédent datant du mois d'avril 2022. L'activité économique s'est redressée depuis mars 2022, malgré les troubles politiques domestiques qui continuent d'entraver l'investissement et la consommation. L'inflation atteint un niveau très élevé à +17,3% g.a. sur les premiers 6 mois de l'année fiscale 2022 du fait de la forte augmentation des prix des produits alimentaires et des hydrocarbures, ainsi que de la dépréciation continue du Kyat.



Rapprochement économique entre la Birmanie et la Russie

La Birmanie veut accroître sa coopération monétaire et commerciale avec la Russie, son principal soutien depuis le coup de février 2021. Alors que la Birmanie maintient ses relations avec la Russie dans le domaine de l'armement, le chairman du Conseil administratif d'État souhaite diminuer l'usage du dollar US pour les paiements internationaux de la Birmanie au profit d'autres devises telles que le rouble, le yuan, ou encore la roupie indienne. Le Conseil administratif d'Etat envisage ainsi d'utiliser le système de paiement par carte russe MIR pour les échanges entre la Russie et le Myanmar. Par ailleurs, le Myanmar aurait trouvé un accord avec la Russie pour s'acquitter de ses importations d'engrais en provenance de Russie via un système de troc et de ses achats de carburant par des paiements en rouble.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ;
eva.thach@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité